comme dans les autres. Les Traités ne semblent faits que pour exprimer cette parfaite égalité : Et ce ne seroit pas en faisant valoir un achat insoutenable, qu'on pourroit éluder une juste restitution. Veut-on savoir quel est le traitement que méritent ceux qui se laissent aller à la tentation d'acheter des Vaisseaux amis, de l'ennemi qui s'en seroit emparé ? il n'y a qu'à ouvrir les Traités faits entre la République même & l'Angleterre.

Et si par rencontre quelques sujets de S. M. ou desdits Seigneurs Etats Généraux, soit par permutation ou échange, ou par quelque autre manière que ce soit, ont eu quelque Vaisseau ou Marchandise de l'un ou l'autre des Sujets, les susdits Sujets seront en ce cas obligés de rendre, sans aucun délai, le dit Vaisseau ou lesdites denrées ou marchandises aux propriétaires. Et ce sans aucun dédommagement ou restitution de l'argent donné ou promis pour lesdits effets, pourvu qu'ils puissent justifier pardevant le Conseil de S. M. ou pardevant lesdits Seigneurs Etats Généraux, qu'ils en sont propriétaires.

Envain objecteroit-on que c'est dans un Traité de la République avec une autre Puissance, que cette peine se trouve prononcée. En matière de délits, de punitions, & de réparations, toutes les Nations policées adoptent à peu près les mêmes principes. Toutes en cela se proposent le même but, qui est de favoriser le commerce honnête de leurs sujets & de leurs Alliés, & de contenir dans de justes bornes les entreprises que des vûes intéressées ne font que trop souvent hazarder. Lorsque des Nations sont d'accord entr'elles sur la bonne amitié & sur la bonne correspondance qu'elles se sont voüées, lorsqu'il est convenu qu'elle s'exercera tant par mer que par